



attac

Le Courriel d'information

n°372 – Vendredi 18 octobre 2002

MENACES SUR LE FSE

Dans ce numéro

1. Le Forum social européen menacé (Par Coordination italienne du FSE)

Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, menace la tenue du FSE en laissant courir le bruit qu'il suspendra les accords de Schengen (cette levée imposerait des contrôles systématiques aux frontières italienne, empêcherait les personnes jugées « indésirables » de participer au Forum, etc.). Bien que le gouvernement n'a pas confirmé officiellement ses intentions, la coordination italienne du FSE demande d'intervenir sans délai et de la manière la plus énergique auprès des représentations italiennes de chaque pays. (vous trouverez après l'article la liste de toutes les ambassades italiennes dans le monde et les moyens de les joindre. Merci de nous aider en envoyant des courriers électroniques, des fax ou en appelant directement.)

2. « On n'a pas besoin d'OGM » (Entretien avec le directeur de la FAO)

Non. Nous n'avons pas besoin d'OGM pour atteindre les objectifs de 2015. La priorité à court terme, ce n'est pas les semences, mais l'eau, les infrastructures, les routes, le stockage, et les capacités de conditionnement des denrées.

3. Quelle Alternative à la mondialisation ? (Par Victor Wallis)

Quelle sorte de mouvement populaire apparaît aujourd'hui ? Il fait certainement partie de ceux qui s'intéressent aux composantes principales du capitalisme, ne se limitant pas à répondre à des problèmes spécifiques. Il est impressionnant de constater qu'un tel mouvement prend pour cible les rassemblements internationaux du capital qui se tiennent périodiquement. Déjà avant le 11 septembre, les présidents et leaders financiers ne pouvaient plus tenir de conférences au niveau mondial que dans des conditions évoquant une forteresse assiégée par des dizaines de milliers de contestataires.

4. La Banque mondiale finance directement les multinationales (Par Jim Vallette)

Sur les dix plus grandes entreprises mondiales, cinq font partie des 15 bénéficiaires en tête des aides accordées par le Groupe de la Banque mondiale (GBM). Shell, la huitième plus grosse firme au monde, a bénéficié de plus de 1,93 milliard de dollars grâce aux projets de la Banque mondiale depuis 1992, et se trouve en troisième position parmi toutes les entreprises bénéficiaires. BP-Amoco et Exxon Mobil, respectivement les deuxième et quatrième plus grandes compagnies mondiales, ont touché environ 900 millions de dollars pour chaque financement du GBM.

5. Le cas du coton africain « libéralisé » par la Banque mondiale (Par Gérard Surdez)

Dans un rapport de Juillet 2002, la Banque Mondiale préconise certaines mesures pour favoriser la "croissance" de la filière cotonnière en Afrique de l'Ouest. Il s'agit bien évidemment de la croissance monétaire de la filière considérée censée redistribuer les bienfaits escomptés à l'ensemble de la population concernée par ce "développement".

6. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Le Forum social européen menacé

Par Coordination italienne du FSE
Traduction. Sylvie Guillocheau.
coordintrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

Alors que nous sommes en passe de conclure avec succès tous les accords avec les autorités locales et les représentants locaux du gouvernement à Florence, une rumeur a vu le jour ce matin dans certains quotidiens. Il semble que le gouvernement italien projette de suspendre

l'application des Accords de Schengen pendant la semaine du FSE. Nous n'avons à cette heure reçu aucune confirmation officielle de cette nouvelle.

Nous avons décidé d'entamer une campagne très énergique afin d'éviter que cette rumeur ne devienne réalité. Aujourd'hui, nous avons symboliquement interrompu la rencontre avec tous les représentants locaux à Florence, en expliquant qu'il était impossible de poursuivre l'aspect technique des négociations tant que nous ne savions pas avec certitude ce à quoi nous



attac

devions nous attendre. Aujourd'hui, au Parlement, plusieurs représentants de divers partis ont également demandé une réponse officielle du gouvernement et envisagent d'autres moyens de pression. Nous essayons d'organiser une action au niveau du Parlement européen. Nous avons demandé aux autorités locales de Florence de se prononcer clairement contre cette décision et elles semblent avoir accepté. Une conférence de presse s'est tenue aujourd'hui. Dans les prochains jours, nous allons mener une campagne de presse et une action spécifique en direction des habitants de Florence. Et nous continuons bien entendu à préparer le FSE !

Nous avons besoin de votre soutien !

Nous vous demandons :

- d'organiser des conférences de presse dans votre pays afin de demander au gouvernement italien d'annuler sa décision,
- d'adresser un communiqué officiel au gouvernement italien par le biais de l'ambassade italienne ou du consulat italien de votre pays et d'organiser à cette occasion, si possible, des actions symboliques devant l'ambassade,
- de faire appel aux intellectuels, aux hommes et femmes politiques et aux personnalités importantes afin qu'ils rédigent un appel,
- d'adresser des communiqués par le biais de tous les réseaux internationaux et de toutes les coalitions internationales.

Veuillez envoyer une copie de vos communiqués à la liste de diffusion.

Nous pensons qu'il est possible d'annuler cette décision. Mais le temps presse. Selon nos sources, la décision pourrait être officialisée à la fin de la semaine. Nous devons donc faire vite.

Unissons-nous pour défendre nos droits ! Une Europe privée de la participation citoyenne est une Europe privée de démocratie.

Merci à tous.
Coordination italienne du FSE

Liste de toutes les ambassades italiennes dans le monde (courrier électronique et site Internet)
<http://www.esteri.it/lafarnesina/indirizzi/listamb.htm>

+ Gouvernement italien en Italie
<http://www.mininterni.it/form/mailform.htm>

Formulaire pour poser de question au Ministère de l'Intérieur

M. Pisanu le Ministre de l'Intérieur
PISANU_G@camera.it

« On n'a pas besoin d'OGM »

A- Entretien avec Jacques Diouf, directeur général de la FAO
Par Vittorio DE FILIPPIS et Christian LOSSON pour Libération

Vous parlez de situation inacceptable. Pourquoi l'est-elle aujourd'hui plus qu'hier ?

Parce que cela fait trop d'années que nous nous évertuons à tirer la sonnette d'alarme. Quand on a pris l'engagement de réduire de moitié à l'horizon 2015 le nombre de personnes qui ont faim dans le monde, certains trouvaient l'objectif trop timide ! Or, au rythme actuel, nous n'aurons réduit que de 10 % le nombre de sous-nourris d'ici 2015.

Comment expliquez-vous un tel échec ?

C'est simple : la lutte contre la faim n'est pas une priorité politique des pays riches. En dix ans, la part de l'agriculture dans leur aide publique au développement, déjà en forte baisse, a chuté de 50 %... Tout le monde parle de mobilisation pour la lutte contre la pauvreté, sans rien faire pour l'agriculture, alors que 70 % des pauvres vivent en milieu rural !

Les pays riches ont brillé par leur absence au sommet de la FAO, en juin. Y voyez-vous une hypocrisie ?

Il y a les promesses, et les faits. Seuls l'Italie, pays hôte, et l'Espagne, qui assurait la présidence européenne, étaient présentes au sommet. Deux semaines auparavant, la plupart des chefs d'Etat industrialisés s'étaient rendus à une réunion de l'Otan.

Pourquoi n'est-ce pas une priorité ?

Mais qui souffre de la faim ? Les pays du tiers-monde. Qui subventionne son agriculture à coups de milliards de dollars par jour ? Les pays riches. En même temps, on explique aux pays pauvres, via les politiques d'ajustement structurels du FMI, qu'ils ne doivent pas soutenir leur agriculture alors qu'ils auraient des raisons objectives de le faire !

Les pays riches sont donc les premiers responsables ?



attac

Non, ce sont les pays en développement. Ce sont leurs leaders. La faim est un drame humain, qui devrait dépasser le cadre de l'éthique pour devenir aussi économique. Car transformer 800 millions de malnutris en consommateurs, c'est une possibilité pour relancer l'économie avec les demandes de biens qui en découleraient.

Pourquoi user de slogans comme «la réduction de moitié d'ici 2015 de personnes souffrant de la faim» ?

Parce qu'il n'y a pas d'autres outils pour mobiliser la planète-village, pas d'autres mécanismes que le dialogue au sein d'une institution universelle comme la nôtre, pas d'autres leviers pour sensibiliser l'opinion publique. Au fond, parfois, je me dis que tout ceci n'a pas de sens. On a vu la sécheresse au Sahel. On a créé le Comité de lutte contre la sécheresse, et même un «Club des amis du Sahel». Mais il n'y a qu'à peine 1 % des terres arables d'Afrique de l'Ouest où l'eau est maîtrisée ! La même situation s'est renouvelée en Ethiopie. Sécheresse dans toute la corne de l'Afrique et moins de 1 % des terres où l'eau est maîtrisée. Idem en Afrique australe. Au Malawi, la sécheresse affame la population. Pourtant, un tiers du pays est un lac. Que fait-on ? Pas grand-chose, si ce n'est envoyer de l'aide alimentaire...

Les OGM sont-ils une solution pour lutter contre la faim ?

Non. Nous n'avons pas besoin d'OGM pour atteindre les objectifs de 2015. La priorité à court terme, ce n'est pas les semences, mais l'eau, les infrastructures, les routes, le stockage, et les capacités de conditionnement des denrées. A plus long terme, quand on va passer de 6 à 9 milliards d'habitants dans le monde, il faudra augmenter de 60 % la production alimentaire actuelle pour faire face aux besoins. Or, nous ne pourrions plus tabler sur l'augmentation des superficies agricoles, mangées par l'industrialisation, ou sur la déforestation. A long terme, la seule solution sera l'augmentation de la productivité agricole. Il nous faudra utiliser les progrès de la biologie moléculaire. Les OGM seront un outil comme les autres. A condition que leur usage soit encadré par une législation internationale stricte. Et qu'ils n'aient pas d'impact négatif sur la santé ou sur l'environnement

Contact pour cet article. losson@liberation.fr

Quelle Alternative à la mondialisation ?

Victor Wallis

Traduction. cooraditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

Une revue du livre de Walden Bello, " Le Futur dans la balance : Essais sur la mondialisation et la résistance ". Par Walden Bello, édité et préfacé par Anuradha Oakland, Californie Food First Books, 2001. Première édition dans la Monthly Review, septembre 2002.

Quelle sorte de mouvement populaire apparaît aujourd'hui ? Il fait certainement partie de ceux qui s'intéressent aux composantes principales du capitalisme, ne se limitant pas à répondre à des problèmes spécifiques. Il est impressionnant de constater qu'un tel mouvement prend pour cible les rassemblements internationaux du capital qui se tiennent périodiquement. Déjà avant le 11 septembre, les présidents et leaders financiers ne pouvaient plus tenir de conférences au niveau mondial que dans des conditions évoquant une forteresse assiégée par des dizaines de milliers de contestataires.

Mais comment ces contestataires se définissent-ils eux-mêmes politiquement ? Quelle est leur propre compréhension des institutions auxquelles ils opposent des alternatives possibles ? Les réponses à ces questions sont non seulement contradictoires, mais également en constant changement. Dans la mesure où, néanmoins, nous pourrions faire ressortir quelques leaders intellectuels du mouvement, Walden Bello devrait certainement être compté parmi ceux-ci. Élevé aux Philippines, possédant un doctorat en sociologie de Princeton et actuellement en place dans un centre de recherche de Bangkok (tout en enseignant à l'Université des Philippines), son autorité est très largement respectée dans l'Est asiatique et, plus généralement, il est l'une des voix du Sud au plan mondial.

Son livre rassemble ses essais, articles et interviews des quatre dernières années sur les problèmes liés à la mondialisation, depuis l'Organisation mondiale du commerce (OMC) jusqu'à la crise financière asiatique et aux débats sur le " développement durable ". En tant que tel, c'est un important document de contestation. Sa façon de traiter de phénomènes d'actualité est revigorante mais ses argumentations manquent de rigueur. Ses parties descriptives aident à comprendre les organisations financières internationales les plus marquantes, et surtout l'impact dévastateur de l'investissement spéculatif dans les économies du tiers monde. Portant une attention particulière aux économies asiatiques – qualifiées de façon racoleuse de " tigres " –, Bello présente un compte rendu éreintant de leurs



attac

fondements branlants et de leur effondrement final, le tout étant orchestré non seulement par les super-traders monétaires mais aussi par ceux qui établissent la politique américaine. Plus généralement, Bello montre à quel point, en dépit de la rhétorique officielle qui présente le commerce comme une " aide au monde des pauvres ", les exportations des pays riches restent largement subventionnées tandis que les organisations internationales ont abandonné toutes les aides compensatoires qu'elles ont parfois offertes au tiers monde. Il insiste par exemple sur la plus grande équité des termes d'échange aux beaux jours de l'aide au développement qui a suivi la Seconde Guerre mondiale.

L'ouvrage de Bello peut être lu comme un guide digne de confiance sur la façon dont les institutions du néolibéralisme se sont façonnées au cours du dernier quart de siècle. Tant qu'il explique les mécanismes de ces institutions et leur impact, il est sur des bases solides. Une bonne part de sa discussion, néanmoins, va au-delà, en abordant – de manière superficielle – des questions structurelles plus profondes. Ses positions sont alors discutables, mais elles sont d'autant plus importantes qu'elles sous-tendent les propositions politiques qu'il met en avant à travers le livre. Étant donné la prééminence de Bello dans le mouvement antimondialisation, il est crucial pour nous d'aborder ces questions.

Bello est opposé à l'OMC. Il est contre les " jumeaux de Bretton Woods " (le FMI et la Banque mondiale) et également contre les entreprises multinationales. Cette opposition reflète une profonde conscience de leurs rôles systémiques. Ainsi qu'il le dit, " les structures multilatérales enracinent le pouvoir des superpuissances sous couvert de créer un ensemble de règles pour tous " (page 31). Par conséquent, il faut affaiblir de telles structures. Dans le débat stratégique actuel pour déterminer si elles devraient ou non être abolies, Bello est en faveur de la position la plus radicale. Mais il cherche dans le même temps à éviter de passer pour un anticapitaliste. Deux affirmations peuvent être considérées comme représentatives de ses idées. La première est un slogan qui pourrait être proféré par n'importe quel politicien bourgeois : " Mettez de l'ordre dans le gouvernement afin qu'il puisse être un partenaire plus efficace et un régulateur du secteur privé (p .117) ". La seconde affirmation cherche à réconcilier une telle attitude avec ses buts populistes : " Immobiliser, démanteler, affaiblir les entreprises multinationales (transnational corporations, TNC) devrait être notre objectif stratégique prioritaire. Et lorsque nous disons

cela, nous n'assimilons pas les TNC au secteur privé, car il y a des formes utiles ou malveillantes d'entreprises privées " (p 222). Les formes " utiles " résident probablement pour lui en des entreprises à plus petite échelle, mais ce sont pourtant celles-là dont Bello évoque les intérêts lorsqu'il argumente contre la mise en œuvre des labels écologiques (par exemple la pêche à la crevette " sauvegardant les tortues ", p.175).

À ce point, nous tombons sur un écueil fondamental quant à la position de Bello. D'un côté, il reconnaît la nécessité des contrôles environnementaux. De l'autre, il s'oppose à l'unilatéralisation de tels contrôles émanant de pays puissants comme les États-Unis. Il n'est pas de son ressort de reconnaître que les mesures en question reflètent le travail des mouvements populaires contre les grandes sociétés. Pour lui, ces mesures apparaissent par-dessus tout comme une menace pour les futures exportations des entreprises les plus marginales, principalement celles du tiers monde. De façon paradoxale, Bello prend ici précisément le même type de position que l'OMC contre toute mesure qui puisse être une entrave au libre échange.

Bien sûr, les militants écologistes du Nord doivent prendre en considération l'impact immédiat des régulations environnementales sur les économies du Sud. Toutes les propositions devraient refléter un certain niveau de consensus international. Et s'il apparaissait que des pays du tiers monde puissent être atteints économiquement, par exemple par des tentatives de protection des tortues, des mécanismes compensatoires devraient alors être introduits pour les aider à satisfaire leurs besoins. De ce point de vue, Bello a raison. En même temps, il est raisonnable de demander à Bello jusqu'à quel point il désire lier le bien-être à long terme des peuples du tiers monde et des écosystèmes, aux intérêts des exportateurs de ces mêmes pays qui recherchent une place dans le marché mondial. Le dilemme est clair. La question sous-jacente est de savoir si et pour combien de temps le marché doit dicter le déroulement du développement du tiers monde. Pendant ce temps, la reconnaissance par Bello d'un antagonisme entre les priorités du commerce et celles de l'écologie suffit à prouver le potentiel " bienfaisant " des opérations capitalistes, même si celles-ci sont " hors entreprises ". L'allégeance finale du capital à une ligne directrice est indépendante de la taille des entreprises.

Pourquoi est-il important de rappeler cela ? Mon avis est que nous sommes encore au stade formateur d'élaboration de ce nouveau mouvement (qui n'a même pas encore de nom reconnu). L'objectif même de ces manifestations



attac

désormais régulières est sans précédent. De vieux arguments sont remis en cause et une nouvelle génération de militants arrive sur la scène. Il y a un besoin désespéré d'appréhender la réalité du pouvoir et de ne pas construire des structures de décision populaires qui soient illusoire. Bello lui-même évoque la profondeur de la crise lorsqu'il mentionne qu'" une part significative de l'establishment s'est rallié à la majorité de l'analyse progressiste (p.61) ". Il est une figure importante du mouvement. Est-ce qu'il ne lui incombe pas de se demander si ses propres arguments sont allés assez loin ?

Les entreprises multinationales (TNC), en relation avec le capitalisme, ne sont pas une aberration. Les TNC sont les successeurs directs des entreprises du temps des pré-monopoles. Ne voulant pas le reconnaître, Bello est face à un gouffre qui n'a pas de fondement historique. Ce n'est pas un oubli isolé. Cela reflète l'attitude méthodologique qui imprègne son analyse. Et cela ne peut que limiter ses efforts pour établir un projet alternatif.

Bello esquisse des projets de société, en mettant plus ou moins l'accent sur certains. La forme même de ce " recueil d'essais ", compte tenu des buts originaux pour lesquels ces articles ont été écrits, fait que ces passages ne constituent pas des chapitres cohérents ou des présentations argumentées mais viennent plutôt sous la forme de discussions spécifiques, que ce soit à propos des organisations internationales ou des problèmes régionaux. Néanmoins, un modèle assez clair se dégage. Au-delà des mesures à court terme, le but essentiel de Bello est contenu dans son expression de " dé-mondialisation ", qui consiste (p.223) à " réorienter nos économies, depuis l'exportation jusqu'à la production, en direction du marché local ; allouer la plupart de nos ressources financières au développement (...) ; redistribuer le revenu et la terre pour créer un marché interne actif (...) ; porter un moindre accent sur la croissance et maximiser la justice de façon à réduire radicalement le déséquilibre environnemental ; ne pas laisser les décisions économiques stratégiques aux mains du marché mais en faire des choix démocratiques ; assujettir le secteur privé et l'État à une surveillance constante par la société civile ; créer un nouveau complexe de production et d'échange qui inclurait les coopératives communautaires, les entreprises privées et les entreprises multinationales et exclurait les multinationales ; (...) encourager la production de biens au niveau communautaire et national (...) afin de préserver la communauté. "

Ce qui est ici en cause n'est pas le contenu des propositions de Bello, bien que la plupart d'entre elles soient inacceptables d'un point de vue progressiste. De tels ensembles de mesures, emplis de concessions faites au secteur privé, ont été mis en avant auparavant, même par des socialistes (par exemple, Ralph Miliband dans " Le socialisme à une époque sceptique ", 1994). Le vague programme formulé par Bello offre quelque chose à peu près à tout le monde, laissant manifestement de côté les questions quantitatives (par exemple : Combien de redistribution ? Quel frein à l'expansion économique ? Quelle proportion de choix démocratique ?). En toile de fond de ces questions se trouve le vrai problème en cause, c'est-à-dire la question de l'organisation : Quels secteurs de la société sont-ils à même d'apporter les changements désirés ? Que doivent-ils acquérir pour être capables de le faire ? Comment et contre qui devront-ils agir ? La discussion de Bello, loin d'offrir une piste pour répondre à ces questions, n'indique même pas la nécessité de les soulever. Pour faire cela, il faudrait faire exploser l'apparence consensuelle de son programme. C'est une chose que de suggérer, comme dans les propositions ci-dessus, qu'un secteur structuré de façon démocratique devrait coexister avec un secteur privé et c'en est vraiment une autre que de suggérer, comme dans les phrases de Bello conciliantes pour le capitalisme, qu'ils ne reflètent pas des intérêts antagonistes.

De semblables erreurs de conception réapparaissent à un certain nombre de niveaux. L'une des plus fondamentales, concernant la question de l'organisation, est l'échec de Bello à percevoir les connexions organiques entre les différents aspects de la puissance capitaliste (privée et gouvernementale, collective et stratégique). Sur ce point, il attaque spécifiquement ce qu'il appelle le marxisme " orthodoxe " (p.XVI). Il semble ne pas être au courant, néanmoins, que les intérêts des entreprises n'empiètent pas seulement sur le gouvernement américain depuis l'extérieur. Au contraire, ils constituent effectivement le gouvernement en imprégnant ses organismes qui établissent la politique au niveau le plus élevé (comme l'a montré G. William Domhoff).

Bien que la façon dont Bello traite des problèmes économiques soit généralement bien informée, elle n'est pas dénuée d'inconsistances qui suggèrent une ambivalence dans ses objectifs. Par conséquent, alors qu'un aspect crucial de son programme pour les pays du tiers monde est la réduction de leur dépendance vis-à-vis du marché mondial, l'idée maîtresse de sa critique de la



attac

réglementation de l'environnement au niveau international est, comme nous l'avons vu, de protéger et d'étendre les exportations de ces pays. Il apprécie l'autonomie locale mais ne semble pas avoir exploré toutes les conditions pour la réaliser. Des expressions ambiguës telles que " développement durable " (durable pour qui ? et en quels termes ?) ne sont pas étudiées. Il examine en fait certains problèmes liés aux institutions de la société civile et aux organisations non gouvernementales (ONG), mais pas de façon structurelle ou seulement de manière sous-entendue, en fonction de leur impact sur la formation et la consolidation des mouvements révolutionnaires. Avec une ironie involontaire, il envisage la solution au dilemme écologie contre développement du tiers monde sous la rubrique d'un " plan Marshall de l'environnement " (p.176). Il perpétue en cela l'image du plan Marshall comme un acte de générosité sans égal, passant à côté de l'objectif hautement interventionniste dont il faisait partie intégrante (voir Frank Kofsky, " Harry Truman et la Peur de la guerre en 1948 ", 1993, et plus généralement William Blum, " L'Espoir qui tue ", 1995). Bello conclut son introduction, qui contient le titre principal du livre (" Le Futur dans la balance ") en invoquant Rosa Luxembourg pour sa prescience et en mettant en garde contre le " barbarisme ", c'est-à-dire le socialisme.

Contact pour cet article. Focus on Global South. Programme autonome de recherche et d'action de l'Institut de Recherche Social de l'université de Chulalongkorn (CUSRI), situé à Bangkok. admin@focusweb.org - <http://focusweb.org>

La Banque mondiale finance directement les multinationales

Par Jim Vallette. Sustainable Energy and Economy Network - SEEN (Réseau de l'Énergie et de l'Économie durables) / Institute for Policy Studies (Institut d'études des politiques publiques)
Traduction. coordinat@attac.org traducteurs bénévoles.

Les entreprises transnationales bénéficiaires du financement des projets de carburants fossiles par le Groupe de la Banque mondiale, 1992-août 2002

L'étude en cours du SEEN sur les financements du Groupe de la Banque mondiale pour les carburants fossiles constate que les grands vainqueurs du jeu de la mondialisation comptent parmi les firmes les plus importantes de ce monde. Sur les dix plus grandes entreprises mondiales, cinq font partie des 15 bénéficiaires en tête des aides accordées par le Groupe de la

Banque mondiale (GBM). Shell, la huitième plus grosse firme au monde, a bénéficié de plus de 1,93 milliard de dollars grâce aux projets de la Banque mondiale depuis 1992, et se trouve en troisième position parmi toutes les entreprises bénéficiaires. BP-Amoco et Exxon Mobil, respectivement les deuxième et quatrième plus grandes compagnies mondiales, ont touché environ 900 millions de dollars pour chaque financement du GBM.

Le royaume du carburant fossile de la Banque mondiale est empli de noms figurant dans le casier judiciaire des scandales d'entreprises de cette année. Halliburton (deuxième plus grand bénéficiaire du financement du GBM pour le carburant fossile avec 1,97 milliard de dollars) a pleinement profité de financements de la part de la Banque mondiale et du gouvernement des États-Unis lorsque Dick Cheney en était P-DG. Les pratiques comptables de la compagnie ont fait l'objet d'une enquête menée par la SEC (Securities and Exchange Commission). Enron (11e position, 967 millions de dollars) a su cultiver et imposer des bonnes relations avec le GBM. El Paso Energy (5e position avec 1,1 milliard de dollars) a vu la valeur de son action dégringoler, tandis que les enquêteurs examinaient des pratiques comme celle d'échanger de l'énergie au même prix pour la même quantité avec un autre courtier afin de gonfler le chiffre d'affaires. Les pratiques comptables et les abus de pouvoir ont également mis General Electric (9e position avec 1,1 milliard de dollars) dans une position délicate.

Parmi les autres bénéficiaires du financement de la Banque mondiale pour le carburant fossile récemment mis en examen, on compte Harken Energy (ancienne compagnie de George W. Bush), CMS Energy (à la une cette semaine pour ses transactions " tournantes " avec Dynegy), AES (le scandale de l'énergie en Californie a provoqué la chute de sa valeur), et Unocal, dont une cour fédérale a jugé la semaine dernière que leur entreprise de gaz birmane pourrait les exposer à des poursuites pour violation des droits de l'homme.

Une stratégie mondiale de privatisation de l'énergie, qui s'est tramée sous l'administration Reagan, a été mise en œuvre par la Banque mondiale dans les années 1990. Les compagnies du pétrole, du nucléaire et du charbon, surtout celles basées aux États-Unis, sont en plein essor. Sur les 20 entreprises qui ont bénéficié du financement des projets d'énergie et d'électricité de la Banque mondiale, 14 sont basées aux États-Unis.



attac

Les deux listes suivantes donnent les noms des firmes transnationales qui ont bénéficié des financements du GBM pour le carburant fossile depuis 1992. Le premier tableau identifie les 50 premières entreprises bénéficiaires ; le second détaille les liens qu'entretiennent 130 entreprises avec les projets de la Banque mondiale. Ces données sont le résultat d'une recherche récente du SEEN sur le carburant fossile à l'étranger (ainsi que sur l'énergie renouvelable) payée par les institutions financées par les contribuables américains.

Les entreprises figurant sur ces listes sont en relation avec les projets de manière contractuelle et financièrement significative. En général, des banques privées y figurent quand elles investissent directement dans les projets. " Les financements du GBM " indique le montant total des prêts, capitaux, assurances, garanties ou autre financement approuvé par le Groupe de la Banque mondiale pour un projet.

Les sociétés mères, et non les filiales ou les sociétés affiliées, sont mentionnées quand c'est possible. Les chiffres en dollars des aides aux entreprises sont basés sur le montant total des financements approuvés par le GBM pour les projets dans lesquels une entreprise donnée a obtenu un engagement significatif. Cela n'égalise pas le bénéfice total dérivé des entreprises individuelles. La plupart des projets profitent à de multiples entreprises. Dans la plupart des cas, les entreprises multiplient les financements du GBM en revenus bien plus considérables que le montant des financements.

Plus d'informations sur la majorité de ces projets et des entreprises concernées sont disponibles sur le site du SEEN : <http://www.seen.org>

Document complet avec tableaux et données chiffrées
<http://france.attac.org/site/page.php?idpage=1454&langue=>

Le cas du coton africain « libéralisé » par la Banque mondiale

Par Gérard Surdez. Animateur du groupe Traités internationaux de Marseille.

Dans un rapport de Juillet 2002, la Banque Mondiale préconise certaines mesures pour favoriser la "croissance" de la filière cotonnière en Afrique de l'Ouest. Il s'agit bien évidemment de la croissance monétaire de la filière considérée censée redistribuer les bienfaits escomptés à

l'ensemble de la population concernée par ce "développement". Il n'y est bien sûr pas question de développement humain, la Banque rappelant dans ses autres papiers les efforts financiers qu'elle a fait pour développer l'éducation et la santé qu'elle ne couple jamais avec le développement "économique".

Fonctionnement actuel :

Ce sont des Sociétés d'Etats ou d'économie mixte qui assurent jusqu'ici les besoins de la filière. (formation, crédit, avance, égrenage, distribution...) Elles servent d'intermédiaires en vue de l'obtention des crédits pour l'achat d'intrants qu'elles recouvrent en lieu et place des banques commerciales ou des négociants.

I. La filière cotonnière africaine a-t-elle démeritée?

Dès la première phrase, la production cotonnière de la région nous est présentée comme ayant "amélioré le bien-être des populations des zones rurales". Le coton, qui "s'est révélé comme une culture économiquement viable", est "la principale source de recettes d'exportation et de recettes publiques de plusieurs pays de la région. [il] emploie plus de deux millions de ménages en zone rurale et [...] constitue un facteur essentiel de lutte contre la pauvreté". La Commission Européenne confirme : "La population prise en charge par une unité d'exploitation était en 1996 de 23,6 pour la région". Bien que composée de petits producteurs qui ne représentent que 5 % de la production mondiale, la région est devenue le deuxième exportateur mondial de coton" (15 % des exportations mondiales) . Le développement de la filière a "permis de produire un coton systématiquement de bonne qualité, d'enregistrer des rendements agricoles moyens élevés (selon les normes internationales) et des ratios d'égrenage élevés".(40-43 % contre 34-36 % en Inde ou 39 % au Zimbabwe) . Le tassement des cours mondiaux "témoigne de la compétitivité de la filière coton" dans les pays de l'A.O.C

II. Les raisons de ces succès ?

La Banque Mondiale elle-même reconnaît parmi ces raisons "l'offre de services d'appui et d'infrastructure par le gouvernement et par les sociétés cotonnières; les prix garantis à la production; [...] taux de recouvrement des crédits alloués pour l'achat d'intrants et associations villageoises bien organisées".

III. L'heure de la mondialisation a sonné :



attac

Pourtant, malgré ces succès, la Banque Mondiale et le FMI préconisent des réformes qui devraient rendre la filière cotonnière plus compétitive "et moins tributaire de l'Etat". Car ce que ne semble pas vouloir tolérer la Banque c'est que "en dépit des résultats traditionnellement [?] bons enregistrés par cette filière, l'environnement institutionnel...(entendez l'Etat et ses sociétés parapubliques) a été à l'origine de nombreuses carences".

Car s'il est reconnu que le système a "contribué à augmenter sensiblement la production de coton", la Banque estime qu'il a aussi permis de verser aux agriculteurs des prix inférieurs à ceux pratiqués dans les pays "plus compétitifs". Bref le système actuel n'aurait pas bien fonctionné à cause de "la mauvaise gestion des fonds de péréquation". La conclusion est simple et lapidaire: "Il convient de [le] changer en ces temps de mondialisation".

La Banque reconnaît toutefois un peu plus loin que les grands pays producteurs (USA et Chine en tête) ont largement contribué à déprimer le marché par l'octroi de subventions à leurs producteurs et qu'il "importe que [ces] autres pays réduisent considérablement ... leur soutien à leurs producteurs", supprimant les incitations à la surproduction ce qui permettrait à la filière en Afrique de la "rendre moins tributaire de l'intervention de l'Etat". Face à cette situation, les pays de l'A.O.C ont mis en place des programmes de soutien à la production (50 à 60 Millions US \$) et il n'ont pas été les seuls à le faire puisque ces programmes existaient déjà au Brésil, aux USA, en Chine, Egypte, Espagne, Mexique et Turquie . Les gouvernements de ces pays ont versé 5,4 milliards US\$ à la filière pendant la campagne 98/99, dont plus de 40 % du total par les USA. "Bien que les cours de coton sont aujourd'hui à leur niveau le plus bas", note la BM, "les prix versés aux agriculteurs américains se sont en réalité accrus depuis le début de 2001", faisant du coton une production plus rentable que le soja, le maïs ou le sorgho. On sait que la loi programme décennale US adoptée en 2002 va augmenter de 63 % les programmes agricoles , dont la majorité ira aux producteurs de céréales, coton et soja. .On sait aussi que cela fut un des grands sujets sur lesquels pays développés et Pays en Développement se sont opposés à Doha sans arriver à un accord et continuent depuis lors à s'affronter vainement. Dans ce contexte les "réformes" proposées aux pays du Sud paraissent bien hypocrites.

Pourtant la BM insiste : "Les pays [où un monopole d'Etat est maintenu] doivent éviter de contrecarrer l'influence des cours mondiaux

notamment en s'abstenant de s'engager à maintenir les prix artificiellement élevés sur le marché intérieur alors que les cours mondiaux sont bas".

De toute façon ces pays seront bien contraints d'accepter ces réformes puisque, comme le rappelle la BM (s'agirait-il d'une menace ?) "la pression accrue qui s'exerce sur les ressources budgétaires [qui permettaient d'alimenter les caisses de péréquation] limitera la capacité des gouvernements à sauver des entreprises parapubliques nationales".

Ce que la Banque veut voir disparaître c'est notamment le versement de subventions implicites octroyées à d'autres pans de la filière par les sociétés parapubliques ou l'offre de divers services publics (entretien des infrastructures, offre de services scolaires et sanitaires) par les sociétés cotonnières, ce qui représente pourtant une tentative intéressante pour permettre à tout un ensemble de population de profiter de la culture à laquelle elle participe d'une manière ou d'une autre.

IV. Quelle libéralisation ?

Les gouvernements devront promouvoir l'accès de nouveaux opérateurs ...en privatisant les sociétés nationales"

Les principales étapes prévues par la BM seront donc de :

- Dissocier du secteur privé les activités accessoires des sociétés parapubliques (vulgarisation, transport, achat et distribution d'intrants, commercialisation du coton et des semences).

- Faire passer les crédits bancaires contractés par les agriculteurs en vue de l'achat d'intrants par un système de recouvrement privé en lien direct avec le paiement du coton graine.

- Privatiser les usines d'égrenage pour "instaurer la concurrence" et permettre aux agriculteurs de négocier des contrats de prix et de vente avec ces sociétés . Ce "choix d'un système d'agriculture sous contrat permettrait de décentraliser les prix". Comme ce système ne garantit aucunement aux producteurs la stabilisation des prix, la BM propose la souscription d'une "assurance", dont on peut supposer que le coût viendra s'imputer sur le prix de base payé au producteur.



attac

- Permettre le commerce transfrontalier afin de laisser les "sociétés d'égrenage de rivaliser entre elles sur le marché régional"

La BM considère que l'expérience du Bénin "où le FMI, la BM et des donateurs bilatéraux travaillent en collaboration avec le gouvernement et le secteur privé pour faciliter le processus de réforme...a porté ses fruits" c'est à dire "où le monopole de la société nationale de coton a été levé et [ce qui concerne] les prix et la commercialisation sont négociés entre opérateurs privés". On est alors en droit de se demander, pourquoi, comme elle le constate elle-même, "la production...a légèrement reculé au Bénin" pendant qu'elle "a sensiblement augmenté" au Burkina Faso, Mali, Cameroun et en Côte d'Ivoire .

En fin de compte, la BM reconnaît que le mécanisme préconisé "n'éliminerait pas le risque

de subventions" qui seraient alors attribuées prioritairement au secteur privé devenu majoritaire dans une filière "où l'Etat n'intervient plus que de manière limitée dans la détermination des prix ou l'octroi de subventions".

On peut donc craindre qu'un système qui a fait ses preuves et procure richesse monétaire et humaine à tout un ensemble de quelques vingt millions de personnes se trouvant dans un contexte géo économique précaire ne soit sacrifiée à une pure idéologie, les preuves de la réussite du modèle proposé étant loin d'être prouvées.

Contact pour cet article. Groupe Traité internationaux de Marseille
omc.marseille@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Vendredi 18

FRANCE : Paris « Festival : Le monde tel qu'il est » - Laval
SVERIGE : Lund

Samedi 19

BRITAIN : London
FRANCE : St Denis – Paris « Festival : Le monde tel qu'il est » - Gorcy – Metz – Créteil - Cherbourg

Dimanche 20

AUSTRIA : Dornbirn
FRANCE : Paris « Festival : Le monde tel qu'il est » - Gorcy – Créteil - Périgueux

Lundi 21

DANMARK : Esbjerg
FRANCE : Paris « Festival : Le monde tel qu'il est » - La Rochelle
NORGE : Oslo

Mardi 22

FINLAND : Vantaa
FRANCE : Paris « Festival : Le monde tel qu'il est » - Lens – Amnéville – Nantes
NORGE : Oslo
SUISSE SCHWEIZ : Lausanne"

(*) coordinat@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.